

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 20/06/2023 de l'établissement SCORI implanté CD2E La Peyrade 34110 Frontignan, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport n'amènent pas l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet de suites administratives.

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 28/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2023

Contexte et constats

Publié sur



SCORI

CD2E La Peyrade
34110 Frontignan

Références : UD34/H2/2023/137
Code AIOT : 0006601013

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2023 dans l'établissement SCORI implanté CD2E - La Peyrade - 34110 Frontignan. L'inspection a été annoncée le 20/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2023 relative au retour d'expérience accidentologie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCORI
- CD2E La Peyrade 34110 Frontignan
- Code AIOT : 0006601013
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SCORI rattachée à Buisness Unit Chemicals de la société Industriel Waste Specialites (IWS) filiale du Groupe SUEZ, exploite depuis 1986 sur la plate-forme de Frontignan des installations de transit, regroupement et traitement de déchet dangereux et non-dangereux d'une capacité de 92 000 tonnes/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2023 relative au retour d'expérience sur l'accidentologie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
4	Gestion des presque accidents ou des incidents REX	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les outils nécessaires pour connaître les situations à risques au sein de son établissement. Un système de signalement des événements est en place et à la disposition de l'ensemble des employés.

L'exploitant doit cependant améliorer l'analyse des événements recensés en ayant une vision, non pas ponctuelle, mais sur deux ou trois années glissantes afin d'organiser des actions globales (Cf. fiche de constat n° 4). Des actions pour rappeler les consignes auprès des opérateurs sur site lors de la prise en charge des déchets ainsi que des actions pour rappeler les consignes à destination des producteurs de déchets sont attendues **sous 4 mois**.

L'exploitant en informera l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté le système de gestion de la sécurité (SGS) version 3 du 31/08/2021. Le document traite de la gestion du retour d'expérience mais n'aborde pas la manière, même succinctement, dont sont remontés les incidents, accidents ou presque accidents par les personnes travaillant sur le site. Les consignes existent néanmoins et sont décrites au niveau de la procédure de traitement des dysfonctionnements et gestion des plans d'actions (version 2 du 14/05/2021).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
Constats : La procédure de traitement des dysfonctionnements et gestion des plans d'actions (version 2 du 14/05/2021) est commune à tous les sites IWS. Les opérateurs (environ 30 personnes sur site) inscrivent les dysfonctionnements observés sur un formulaire papier qui est ensuite rangé dans un classeur. Chaque semaine, les classeurs sont relevés par la personne en charge des thèmes hygiène, sécurité et environnement (HSE) sur le site et les dysfonctionnements sont analysés par un comité restreint tous les lundis matin regroupant : le responsable de site, le responsable du service client, le responsable du laboratoire et l'ingénieure HSE. Les événements sont ensuite saisis dans l'application informatique qui permet de relier des actions correctives engagées et permettre un suivi du plan d'actions. Un point hebdomadaire est également réalisé sur le plan d'actions afin de suivre son avancement. Environ 20 dysfonctionnements sont remontés chaque année. D'autres actions sont menées sur le site pour repérer les situations à risques telles que les visites managériales de sécurité (visites de site réalisées tous les 2 mois par le responsable du site et qui consistent à observer la manière de faire des opérateurs) ou les bonnes pratiques opératoires réalisées par les responsables laboratoire et exploitation (visites qui ont pour objet de vérifier la bonne application des consignes). Le retour aux opérateurs est réalisé soit lors de Feed Back (1/4 d'heure sécurité en fin de mois) soit lors de causeries. L'organisation des causeries peut être à l'initiative du siège ou d'un responsable local et se focalise sur un thème donné (risque routier, épandage...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mesures de maîtrise des risques [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou

correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.
<p>Constats : Les mesures de maîtrise des risques (MMR) sur le site sont principalement de deux ordres : sondes de niveau (6 au total) et protection incendie sur le hall des conditionnés.</p> <p>La prochaine vérification annuelle des sondes de niveau est prévue pour le 29/11/2023. Le dysfonctionnement sur une sonde entraîne l'arrêt du remplissage de la cuve et le remplacement de la sonde. Le site est équipé d'une seule marque de sonde ce qui facilite leur disponibilité. Plusieurs pièces sont en stock dans le magasin. Deux personnes ont été formées par le fabricant des sondes pour pouvoir intervenir et remplacer l'équipement défectueux.</p> <p>Tous les équipements du site sont référencés dans l'outil informatique de gestion de la maintenance. Ce système permet un suivi curatif et prévention - préventif réglementaire (MMR) ou systématique.</p> <p>Le déclenchement de l'alarme dans le hall des conditionnés est vérifié semestriellement. Le dernier contrôle a eu lieu le 19/12/2022, le prochain interviendra fin juin/début juillet 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées est informée des événements si ceux-ci sortent des limites de propriété du site.</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis la liste des événements intervenus en 2021 (13 événements) et 2022 (11 événements). L'examen de la liste amène l'inspection à formuler les commentaires suivants:</p> <p>- n° 2022-0605 (Inflammation d'un big-bag de lessive en fosse) : la remontée de cet événement à l'inspection et au BARPI aurait été intéressante pour la prise en compte du retour d'expérience au niveau des installations de gestion des déchets concernant notamment les risques associés à ce type de déchet et les mesures à prendre lors de leur prise en charge.</p>

<p>- n° 2022-0146, 2022-0004, 2021-1371, 2022-134, 2021-0707, 2021-0142, 2021-0041, 2020-1481 : la description de ces événements met en évidence des anomalies au niveau de la prise en charge des déchets sur le site par les opérateurs. Il conviendrait à l'exploitant de s'interroger sur les facteurs humains organisationnels (FOH).</p> <p>- n° 2022-0001, 2021-1249, 2021-1078, 2021-1068, 2021-0827 : la description de ces événements met en évidence des anomalies en lien avec les producteurs de déchets. Il conviendrait à l'exploitant de mener une action globale auprès des producteurs de déchets.</p>
<p>Observation : Bien que ne sortant pas des limites de propriété, certains événements mériteraient d'être portés à brève échéance à la connaissance de l'inspection qui est un relais vers le BARPI de manière à enrichir le retour d'expérience utilisé dans le cadre de l'élaboration ou de la mise à jour des études de dangers.</p> <p>A plus longue échéance, les événements mériteraient d'être présentés lors de la commission de suivi de site annuelle et dans le rapport annuel d'activité.</p> <p>Il est proposé qu'une réflexion soit menée par l'exploitant sur ce sujet.</p> <p>Par ailleurs, la liste des événements transmise dans le cadre de la préparation de l'inspection montre que les événements relèvent soit d'anomalies liées à des facteurs humains organisationnels soit à des anomalies chez les producteurs de déchets. Il est demandé à l'exploitant de réfléchir sur des actions à mettre en place et d'en informer l'inspection.</p> <p>Délai : 4 mois</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p>
<p>Constats : Le site est certifié ISO 14001 et 9001 depuis 2015 et ISO 45001 depuis 2018. Par ailleurs, il détient la certification MASE (système de gestion de la sécurité industrielle de la chimie) depuis 2019.</p> <p>Le dernier audit a eu lieu les 24 et 25 avril dernier. Il a concerné les quatre certifications. La restitution de l'audit MASE a eu lieu le 02/06/2023. 3 écarts ont été établis qui dont deux entrent dans le cadre de l'inspection : la formalisation sous forme de protocole de sécurité de l'analyse des risques lié au déportage de GNR et l'inclusion dans le périmètre de vérification sécurité de l'atelier de maintenance et de les bureaux administratifs.</p> <p>La restitution de l'audit ISO 14001, 9001 et 45001 a eu lieu le 22 juin 2023. Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas encore des conclusions formalisées de l'audit.</p>
<p>Observations : Il est demandé à l'exploitant la transmission des fichées d'écart éventuellement rédigées suite à l'audit ISO.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet